

Déclaration liminaire CTL du 14 octobre 2014

Monsieur le Président,

Avant d'entrer dans le détail des suppressions – restructurations que vous avez initiées pour le 1 janvier 2015, nous souhaitons rappeler la position de la section **FO DGFIP 49**.

FO DGFIP 49, avec son syndicat National revendique le maintien dans notre pays d'un service public républicain de qualité.

Par conséquent, la section **FO DGFIP** de Maine-et-Loire s'oppose à toute suppression de poste et service, qui année après année démantèle le réseau et les structures de la DGFIP dans le seul et unique but de réduire la dette et les déficits publics. Ces disparitions de trésoreries, de services ne servent qu'à justifier les suppressions d'emplois et à adapter le réseau en conséquence tout en accentuant inquiétude, stress et souffrance.

FO DGFIP 49 n'est pas un syndicat démagogue, il a toujours été présent lors des CTL concernant les suppressions ou restructurations de sites. **FO DGFIP 49** ne pratique pas la politique de la chaise vide, chemin de la facilité qui permet aux absents ne pas avoir à se prononcer concrètement contre la destruction des services, tout en laissant les mains libres aux décideurs pour mettre en œuvre la politique réactionnaire d'un gouvernement aux ordres de l'Union européenne, c'est à dire des marchés financiers. Être présent à ce CTL, c'est prendre ses responsabilités de syndicalistes et respecter le mandat confié par les collègues lors des élections.

Monsieur le Président,

Derrière la disparition du maillage des ex-trésoreries, des services se profile l'inégalité de traitement des citoyens. Comme nous vous l'avons déjà indiqué lors de réunions précédentes, si les services publics ont un coût, la démocratie n'a pas de prix !

Pour **FO DGFIP 49**, prendre ses responsabilités comme nous vous l'indiquions il y a quelques instants, c'est ne pas rester à ne rien faire en se contentant de simples déclarations d'intention. Prendre ses responsabilités c'est s'investir, combattre réellement sur le terrain les contre-réformes.

Alors que les élus **FO DGFIP 49** vous ont sollicité à plusieurs reprises lors de CTL précédents au sujet des restructurations, votre refus obstiné de donner des réponses claires a conduit **FO DGFIP 49**, son Union Départementale et sa section départementale des finances à adresser un courrier à tous les élus du département (maires, conseillers généraux, députés). Votre refus pour limiter nos marges de manœuvres et les propos que vous répandez dans les réunions départementales que vous présidez pour discréditer notre action ne dupent personne.

Indiquer à qui veut l'entendre que **Force Ouvrière** se trompe :

- alors que plus de 850 trésoreries au niveau national sont appelées à disparaître, de façon arithmétique cela fait entre 8 et 9 par département...
- alors que 50 milliards d'économies de dépenses publiques sont programmés sur 3 ans,
- alors que le PLF 2015 qui découle du pacte de responsabilité est un véritable budget de guerre contre l'ensemble des salariés, les chômeurs, les familles, la protection sociale et les services publics, tient plus de la prestidigitation que d'une analyse objective des faits et de la situation.

Aussi, afin de lever tout quiproquo ou malentendu, les représentants de la section **FO DGFIP-49** vous demandent de bien vouloir répondre à leurs interrogations concernant les restructurations futures.

Monsieur le Président,

avec la meilleure volonté du monde et tous les appuis dont vous disposez, vous aurez du mal à faire croire aux agents du Maine et Loire que le département sera épargné.

Vous ne pouvez pas vous dérober. Les agents des sites concernés sont en droit d'attendre de l'Administrateur Général des Finances Publiques du Maine-et-Loire des réponses concrètes sur le maintien du poste ou service dans lequel ils exercent aujourd'hui leurs missions.

Les représentants **FO DGFIP 49** vous demandent de bien vouloir préciser si des restructurations ou des suppressions sont envisagées **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019 dans le cadre du plan triennal** pour :

- les SIP d'Angers concentrés à la cité administrative (fusion)
- la trésorerie des Ponts de Cé, poste dont les agents sont en extrême souffrance par manque d'effectifs
- les SIE d'Angers et de Cholet, (fusion)
- le CFP de Pouancé, (transfert au CFP de Segré)
- les CFP de Candé, Le Louroux et Le Lion, (Regroupement, suppressions)
- les CFP de Beaupréau, Chemillé, Saint Georges sur Loire, La Romagne et Seiches sur le Loir,
- le CFP d'Avrillé, conservera -il la gestion du Cesame (transfert vers le CFP du CHRU d'Angers ?)
- la fusion du CFP d'Avrillé avec la TPM Angers (Est elle envisagée ? Si oui quel avenir pour le CFP de Trélazé ?)

Si des restructurations sont oubliées dans cette liste noire, nous vous demandons, dans un souci de transparence, de bien vouloir y pallier. Monsieur le Président, nous nous engageons bien évidemment à communiquer vos réponses aux agents du département. Dans les années à venir, à pareille époque chacun sera à même de comparer entre vos propos d'aujourd'hui et la réalité.

Monsieur le Président,

à l'ordre de jour de ce CTL, vous nous proposez de faire adopter le nouveau règlement sur les horaires d'ouverture au public du Louroux-Béconnais, tout en précisant je cite "elle ne réduit pas l'offre de service aux usagers et notamment aux ordonnateurs".

La disparition des trésoreries de Durtal et Gennes n'aura t'elle pas d'incidence sur l'ouverture au public et au service rendu aux contribuables et aux collectivités locales ?

Doit on en conclure que la notion de service public est à géométrie variable en fonction de vos opportunités.

Monsieur le Président,

Concernant les suppressions des CFP de Gennes et de Durtal, le Syndicat F.O.-DGFIP condamne sans réserve ces deux fermetures de sites et votera contre.

Le syndicat FO DGFIP 49 votera aussi contre le regroupement des SPF. Il s'agit ici de supprimer encore et toujours plus d'emplois.

Monsieur le Président, je vous demande d'annexer au procès verbal, cette déclaration liminaire, la lettre adressée aux Maires et le courrier de M. **Goua** député de Maine-et-Loire. Je vous en remercie.